

Déclaration sur l'honneur d'absence de conflits d'intérêts – Responsable légal

Ce document doit être complété par le responsable légal du bénéficiaire (bourgmestre, directeur général, président du conseil d'administration, ...) et transmis lors du dépôt du dossier technique.

MODELE DE DECLARATION D’ABSENCE DE CONFLIT D’INTERETS EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS – REPRESENTANT(S) DU BENEFICIAIRE

**Pour les marchés publiés/pour lesquels une invitation à participer a été envoyée à partir du 30 juin 2017*

Intitulé du projet	Appel à projets « rénovation énergétique des infrastructures sportives »
Intitulé de l’opération concernée	
Nom du bénéficiaire	
Intitulé du marché	
Numéro interne du marché	
Montant du marché€ HTVA

Je, soussigné(e)/Nous, soussignés¹
(nom + prénom + titre), ayant la compétence d’engager et représenter le bénéficiaire susnommé
....., déclare avoir pris connaissance

de l’article 61 du règlement n° 2018/1046 relatif aux règles financières applicables au budget général de l’Union, qui dispose que :

1. Les acteurs financiers au sens du chapitre 4 du présent titre et les autres personnes, y compris les autorités nationales à tout niveau, intervenant dans l’exécution budgétaire en gestion directe, indirecte ou partagée, y compris les actes préparatoires à celle-ci, ainsi que dans l’audit ou le contrôle, ne prennent aucune mesure à l’occasion de laquelle leurs propres intérêts pourraient être en conflit avec ceux de l’Union. Ils prennent en outre les mesures appropriées pour éviter un conflit d’intérêts dans les fonctions relevant de leur responsabilité et pour remédier aux situations qui peuvent, objectivement, être perçues comme un conflit d’intérêts.

2. Lorsqu’il existe un risque de conflit d’intérêts impliquant un agent d’une autorité nationale, la personne concernée en réfère à son supérieur hiérarchique. Lorsqu’un tel risque existe pour un agent soumis au statut, la personne concernée en réfère à l’ordonnateur délégué compétent. Le supérieur hiérarchique ou l’ordonnateur délégué compétent confirme par écrit si l’existence d’un conflit d’intérêts a été établie. Lorsque l’existence d’un conflit d’intérêts a été établie, l’autorité investie du pouvoir de nomination ou l’autorité nationale compétente veille à ce que la personne concernée cesse toutes ses activités en rapport avec la matière concernée. L’ordonnateur délégué compétent ou

¹ Biffer la mention inutile.

Annexe – Déclaration sur l’honneur d’absence de conflits d’intérêts – Responsable légal

l’autorité nationale compétente veille à ce que toute mesure supplémentaire appropriée soit prise conformément au droit applicable.

3. Aux fins du paragraphe 1, il y a conflit d’intérêts lorsque l’exercice impartial et objectif des fonctions d’un acteur financier ou d’une autre personne, visés au paragraphe 1, est compromis pour des motifs familiaux², affectifs, d’affinité politique ou nationale, d’intérêt économique³ ou pour tout autre intérêt personnel direct ou indirect⁴. »

ainsi que **l’article 6 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics**, et plus particulièrement son paragraphe 2, qui interdit à tout fonctionnaire, officier public ou toute autre personne physique liée à un adjudicateur de quelque manière que ce soit, en ce compris le prestataire d’activités d’achat auxiliaires agissant au nom de l’adjudicateur ainsi que toute personne susceptible d’influencer la passation ou l’issue de celle-ci, d’intervenir d’une façon quelconque, directement ou indirectement, dans la passation ou la surveillance de l’exécution d’un marché public dès qu’il peut se trouver, soit personnellement, soit par personne interposée, dans une situation de conflit d’intérêts avec l’une des entreprises candidates ou soumissionnaires.

Conformément au paragraphe 3 de l’article 6 précité, l’existence de ce conflit d’intérêts est présumée :

1° dès qu’il y a parenté ou alliance, en ligne directe jusqu’au troisième degré et, en ligne collatérale, jusqu’au quatrième degré, ou de cohabitation légale, entre le fonctionnaire, l’officier public ou la personne physique visée ci-dessus et l’un des candidats ou soumissionnaires ou toute autre personne physique qui exerce pour le compte de l’un de ceux-ci un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle ;

2° lorsque le fonctionnaire, l’officier public ou la personne physique visée ci-dessus est lui-même ou par personne interposée, propriétaire, copropriétaire ou associé actif de l’une des entreprises candidates ou soumissionnaires ou exerce, en droit ou en fait, lui-même ou par personne interposée, un pouvoir de direction ou de gestion.

Dès lors, le fonctionnaire, l’officier public ou la personne physique se trouvant dans l’une de ces situations est tenu de se récuser.

En outre, lorsque le fonctionnaire, l’officier public ou la personne physique ou morale visée ci-dessus détient, soit lui-même, soit par personne interposée, une ou plusieurs actions ou parts représentant au moins cinq pour cent du capital social de l’une des entreprises candidates ou soumissionnaires, il a l’obligation d’en informer le pouvoir adjudicateur.

² Degré de parenté, mariage ou partenariat civil enregistré.

³ Relations contractuelles ou services de consultation rémunérés ou non rémunérés, actuellement en cours d’application.

⁴ Y compris dans le cadre d’un bénévolat ou en tant que membre d’un comité ou d’un conseil de direction.

Annexe – Déclaration sur l’honneur d’absence de conflits d’intérêts – Responsable légal

Tenant compte de ces éléments, par la présente, *je déclare/nous déclarons* ne pas être, à *ma/notre* connaissance, en situation de conflit d’intérêts avec les opérateurs qui ont [*posé candidature pour participer à la présente procédure de passation de marchés*] [*soumis une offre dans le cadre de la présente procédure de passation de marchés*]⁵, que ce soit à titre individuel ou en tant que membre d’un groupement, ni avec les sous-traitants proposés.

À *ma/notre* connaissance, il n’existe aucun fait ou élément, passé, actuel ou susceptible d’apparaître dans un avenir prévisible, qui pourrait remettre en question *mon/notre* indépendance vis-à-vis d’une de ces parties.

Je confirme/ Nous confirmons que si, au cours de la procédure de sélection / de la procédure d’évaluation [*d’ouverture*] / de l’exécution ou de la modification du contrat, *je découvre/nous découvrons* l’existence ou l’apparition d’un tel conflit, *je le signalerai/nous le signalerons* immédiatement à la commission / au comité et que si un conflit d’intérêts est établi⁶, *je prendrai/nous prendrons* les mesures nécessaires afin d’y mettre fin.

Je confirme/nous confirmons également que j’assurerai/nous assurerons la confidentialité de toutes les questions qui *me/nous* seront confiées. *Je ne révélerai/nous ne révélerons* aucune des informations confidentielles qui auront été portées à *ma/notre* connaissance ou que *j’aurai/nous aurons* découvertes et *m’abstiendrai/nous abstiendrons* de faire un usage abusif des informations qui *m’/nous* auront été transmises.

Je m’engage/Nous nous engageons en particulier à conserver de manière sûre et confidentielle les informations et les documents qui *me/nous* seront communiqués ou dont *je/nous prendrai/prendrons* connaissance ou que *je préparerai/nous préparerons* dans le cadre de l’évaluation ou suite à celle-ci, et *je m’engage/nous nous engageons* à ne les exploiter qu’aux seules fins de cette évaluation et à ne les communiquer à aucune tierce partie.

Si *je conserve/nous conservons* une copie des informations écrites reçues, *je veille/nous veillons* à respecter la stricte confidentialité de celle-ci.

Enfin, *je déclare/nous déclarons* :

- que le bénéficiaire précité que *je représente/nous représentons* ne se trouve pas dans une situation de conflit d’intérêt avec les opérateurs visés ci-avant ;
- *m’engager/nous engager* à prendre les mesures afin qu’une déclaration d’absence de conflits d’intérêt soit soumise à toute personne chargée de participer pour le compte de ce bénéficiaire à la procédure de passation, à l’exécution ou à la modification du marché précité

⁵ Biffer la mention inutile.

⁶ Biffer la mention inutile.

Annexe – Déclaration sur l’honneur d’absence de conflits d’intérêts – Responsable légal

et que les déclarations ainsi obtenues soient conservées avec les documents du marché précité.

Fait à, le

Nom, prénom, qualité
Signature